Déposé le : 2015-06-10

N° de dépôt : CAT-068

Secrétaire : Marie Perreault

Mémoire contre le projet de loi privé numéro 205

Loi concernant la Ville de Sherbrooke

Première session – Quarante et unième législature

Déposé par :

Nicole Bergeron, conseillère municipale à la ville de Sherbrooke
(arrondissement de Brompton)
Linda Boulanger, conseillère d'arrondissement à la ville de Sherbrooke
(arrondissement de Lennoxville)
Claude Charron, conseiller d'arrondissement à la ville de Sherbrooke
(arrondissement de Lennoxville)
Benoit Dionne, conseiller d'arrondissement à la ville de Sherbrooke
(arrondissement de Brompton)
Kathleen Gélinas, conseillère d'arrondissement à la ville de Sherbrooke
(arrondissement de Brompton)
Chantal L'Espérance, conseillère municipale à la ville de Sherbrooke
(arrondissement Jacques-Cartier)
L'honorable David W. Price, conseiller municipal à la ville de Sherbrooke
(arrondissement de Lennoxville)

Préparé par :

Sébastien Aubé, consultant

Dans le cadre de la Commission parlementaire tenue devant la
Commission de l'aménagement du territoire

10 juin 2015

Table des matières

Notes biographiques	p. 3
Mot d'introduction	p. 4
Préambule historique	p. 5
Le Rapport Paquin	p. 6
L'élection 2013 : « <i>Faire plus avec moins</i> »	p. 7
Le double discours du maire Sévigny	p. 7
Le concept de représentativité politique	p. 9
Comprendre les spécificités des arrondissements de Lennoxville et Brompton	p. 10
Un sondage plutôt qu'un référendum	p. 10
Des mesures de compensation et de préservation des droits	p. 11
Le travail de conseiller municipal	p. 11
Réjean Hébert et Serge Cardin n'étaient pas convaincus	p. 12
Les dangers d'un conseil à 14 élus	p. 13
Des conditions à respecter <i>sine qua non</i>	p. 13
Tableau synthèse	p. 14
Sommaire argumentaire	p. 20

Notes biographiques

Nicole Bergeron détient un baccalauréat en droit et un diplôme en études notariales. Elle a pratiqué le droit à titre de notaire durant 8 ans et assume aujourd'hui la direction générale de l'organisme Pro-Gestion Estrie dont la mission est de promouvoir et développer l'entrepreneuriat, d'appuyer le démarrage et le développement d'entreprises, et le développement des compétences. Madame Bergeron fit son entrée en politique en 1999 comme conseillère municipale au sein de l'ancienne ville de Bromptonville, puis comme conseillère d'arrondissement suite à la fusion avec la ville de Sherbrooke. Elle fut réélue par la suite au poste de conseillère municipale de l'arrondissement de Brompton en 2005, 2009 et 2013.

Linda Boulanger détient un baccalauréat en droit et exerce la profession d'avocate depuis 1993 et de médiatrice civile et commerciale depuis 1997. Elle a aussi effectué des études en traduction et en administration des affaires. Madame Boulanger est conseillère d'arrondissement à la ville de Sherbrooke pour le district d'Uplands depuis 2013.

Claude Charron détient un diplôme en photogrammétrie et en cartographie et fut enseignant et superviseur en géomatique. Il détient des expériences professionnelles à titre d'activiste communautaire, en design graphique, en impression et en traduction. Il opère depuis 2000 le Motel Lennoxville, entreprise familiale située au centre-ville de Lennoxville. Monsieur Charron est conseiller d'arrondissement à la ville de Sherbrooke pour le district de Fairview depuis 2013.

Benoit Dionne détient un baccalauréat et un certificat en enseignement. Il est professeur en Histoire au secondaire depuis 1987. Monsieur Dionne est conseiller d'arrondissement à la ville de Sherbrooke pour le district de Beauvoir depuis 2005.

Kathleen Gélinas est titulaire d'un baccalauréat en droit. Avocate en pratique privée et formatrice en entreprise, elle enseigne le volet *droit des affaires* au Centre de formation professionnelle de Sherbrooke. Elle fut nommée coroner investigatrice à temps partiel par le gouvernement du Québec en 2014. Madame Gélinas est conseillère d'arrondissement à la ville de Sherbrooke pour le district des Moulins depuis 2013.

Chantal L'Espérance détient une Maîtrise en administration des affaires (M.B.A.), un baccalauréat en Génie civil et a aussi effectué des études universitaires en Musique. Elle est commissaire à la Commission scolaire de la région de Sherbrooke (CSRS) depuis 1995, consultante en développement organisationnel depuis 1996 et elle a cumulé plus de 12 années d'expérience à titre d'Ingénieure chargée de projets en recherche et développement. Madame L'Espérance est conseillère municipale à la ville de Sherbrooke depuis 1998.

L'honorable David W. Price, C.P., électricien de formation, fut maire de la municipalité de Lennoxville de 1989 à 1997 puis député à la Chambre des communes pour la circonscription de Compton-Stanstead de 1997 à 2004 et secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale chargé du rôle de la réserve de 2003 à 2004. Monsieur Price est conseiller municipal à la ville de Sherbrooke depuis 2009.

Sébastien Aubé est un travailleur social de formation issu du milieu communautaire. Il a cumulé des expériences professionnelles dans les secteurs de l'éducation, de la gestion des ressources humaines, du développement économique et des communications. Il fut aussi le conseiller politique et adjoint principal du député de Sherbrooke à la Chambre des communes de 2006 à 2011 et du député de Sherbrooke à l'Assemblée nationale de 2012 à 2014.

Mot d'introduction

Nous tenons d'entrée de jeu à remercier le gouvernement pour l'opportunité qu'il nous offre aujourd'hui de faire connaître notre opposition au projet de loi privé numéro 205, à savoir, la *Loi concernant la Ville de Sherbrooke*.

Nous espérons de tout cœur que les parlementaires ici présents sauront comprendre l'importance de bloquer l'adoption de ce projet de loi privé, sans quoi ils viendront cautionner une situation hautement préjudiciable à l'endroit des citoyens de Sherbrooke et tout particulièrement des populations minoritaires des arrondissements de Brompton aujourd'hui même et de Lennoxville ultérieurement.

Parmi les citoyens que nous représentons et qui saluent le courage et l'acharnement dont nous avons fait preuve dans ce dossier, nombreux sont ceux et celles qui croient néanmoins que les dés sont déjà joués et que notre présence aujourd'hui en commission parlementaire s'avère futile, voire inutile.

Nous ne partageons pas cet avis, malgré le fait que nous soyons conscients de la position naturelle du gouvernement provincial, qui prône généralement l'autonomie gouvernementale des municipalités. À cet égard, nous croyons que la meilleure façon de soutenir l'autonomie des villes serait justement de ne pas se mêler de ce débat local, et d'inciter les membres du conseil municipal à retourner faire leurs devoirs dans le meilleur intérêt de tout un chacun. Parce que ultimement, les demandes de modification de décret comme celle qui vous a été signifiée par l'administration Sévigny ne devraient pouvoir se justifier que pour des situations d'extrême nécessité, ce qui n'est certes pas le cas dans la situation qui nous occupe ici.

La Loi précise clairement l'autorité que détient le gouvernement du Québec sur les municipalités de la province. Au moment même où les promoteurs de cette proposition de réforme semblent vous considérer comme de simples *rubber-stamps*, prêts à approuver le tout les yeux fermés, nous souhaitons de notre côté vous signifier tout le respect qui nous habite à l'égard de votre rôle et de votre position.

Dans le cadre de notre préparation à cette Commission parlementaire, le député de Sherbrooke, parrain du présent projet de loi, nous a fait comprendre que les membres de la Commission ne souhaitaient pas nécessairement réentendre le débat s'étant exercé sur le fond des choses, mais préféreraient probablement davantage s'attarder à la probité du processus qui a mené au dépôt dudit projet de loi, afin de pouvoir juger de la recevabilité de la demande. Or, il nous semble que l'un ne va pas sans l'autre.

C'est ainsi que nous traiterons au sein des prochaines pages autant du fond que de la forme, par souci de porter à votre attention l'ensemble des éléments pertinents et susceptibles d'alimenter votre réflexion sur ce projet de loi.

Nous traiterons tout d'abord de l'historique et du contexte, par l'entremise d'un texte continu, pour nous attaquer par la suite au processus employé, sous forme de tableau synthèse.

Finalement, la conclusion relatant les principaux points justifiant notre dissidence suivra aux pages 20 et 21 afin de faciliter la compréhension des enjeux et de l'importance de rejeter le projet de loi 205.

Préambule historique

Au mois de juin 2000, la ministre d'État aux Affaires municipales, madame Louise Harel, déposait son livre blanc sur la réorganisation municipale. Le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard déposa par la suite une série de lois-cadres qui vinrent encadrer, opérationnaliser et forcer la fusion de municipalités au Québec, parfois au détriment de la volonté populaire de certaines d'entre elles.

C'est dans cette mouvance qu'est née en 2002 la nouvelle ville de Sherbrooke, alors qu'unissaient leur destinée les anciennes villes et municipalités de Rock Forest, Fleurimont, Saint-Élie-d'Orford, Deauville, Ascot, Lennoxville et de Brompton à celle du Sherbrooke original.

Bien que forcée par le gouvernement provincial, la fusion municipale du nouveau Sherbrooke fut réalisée sans complication majeure, alors que les différentes parties prenantes préférèrent s'entendre sur un modèle d'intégration, plutôt que de se faire imposer une structure déterminée par le gouvernement supérieur.

Preuve de la base solide sur laquelle s'est érigé ce mariage de raison, Sherbrooke demeure aujourd'hui la seule ville fusionnée à l'aube des années 2000 à être demeurée intacte, malgré l'opportunité de défusion permise par le premier gouvernement libéral de Jean Charest.

En 2004, les citoyens de Brompton et de Lennoxville réaffirmèrent leur volonté de demeurer membre de la nouvelle entité, dans le cadre de la tenue d'un référendum populaire sur cette question. Un nombre important de citoyens votèrent en faveur de la défusion, mais la majorité des citoyens se laissa néanmoins convaincre de l'avantage de la fusion municipale sur la base de la garantie du maintien des statuts particuliers de Brompton et Lennoxville, enchâssé dans le décret.

Pour comprendre la raison ayant garanti le succès de cette fusion, il faut rendre hommage au maire de l'époque, Jean Perrault, qui avait tôt fait de comprendre que la réussite de cette manœuvre ne pouvait être assurée que par l'instauration d'un modèle de gouvernance qui pouvait à la fois offrir les points de convergence nécessaires pour l'atteinte des objectifs poursuivis par la fusion, tout en offrant un cadre pouvant garantir aux petites villes la préservation de leur identité originale, et un certain pouvoir local décentralisé sur leur territoire.

De là est né le modèle de la ville et de ses arrondissements, qui permit au nouveau Sherbrooke d'exister et de se développer, dans le respect des différences et des spécificités de chacune de ses agglomérations.

Le Rapport Paquin

Le 18 avril 2011, le conseiller municipal Serge Paquin se voyait confier la tâche de présider un comité de travail portant sur la gouvernance municipale et la prestation des services de proximité.

La question centrale à laquelle devait répondre ce comité était la suivante : « *Comment préserver la vitalité des milieux de vie dans un rapport citoyens-élus tout en améliorant notre efficacité et notre efficience dans l'organisation et la prestation des services de proximité ?* »¹

Dès le début de la démarche, le maire Bernard Sévigny rassura les citoyens sur les objectifs poursuivis par les travaux du comité en précisant publiquement que « *l'objectif [n'est] pas d'abolir les territoires d'arrondissement, mais il faut les redéfinir sous la loupe de l'efficacité et de l'efficience des services de proximité... le but recherché est de proposer des nouvelles pratiques afin de se rapprocher des citoyens et d'améliorer les services tout en générant des économies.* »²

Au nombre des propositions qui émanèrent des travaux du comité, mentionnons surtout celle qui prévoyait la réduction du nombre d'élus siégeant au conseil de ville de 19 à 15, tout en conservant les arrondissements dans leur intégralité.

Afin d'atteindre le nombre de 15 conseillers, le comité proposait de retrancher un élu au sein de chacun des arrondissements les plus peuplés, à savoir: Fleurimont, Mont-Bellevue, Jacques-Cartier et Rock Forest-Saint-Élie-Deauville.

Les conclusions des travaux, connus aujourd'hui sous le nom de « Rapport Paquin » contenaient des propositions beaucoup moins radicales et plus respectueuses du lien historique et du contrat social entériné 10 ans auparavant entre les municipalités fusionnées.

Néanmoins, le Rapport Paquin n'aura finalement jamais été entériné, faute d'appui au sein du conseil municipal de l'époque. Par la tenue de deux votes très serrés - l'un portant sur la diminution du nombre d'élus et l'autre sur la refonte des arrondissements - les propositions émanant du rapport Paquin furent battues, faute d'avoir su rallier une majorité de conseillers et de conseillères.

¹ CSAM, *Rapport pour une ville au service de ses citoyens – Comité de chantier – Services de proximité et de gouvernance*, [pdf], <https://www.ville.sherbrooke.qc.ca/fileadmin/fichiers/Commissions/CSAM/CSAM-Pourunevilleauservicedescitoyens.pdf>

² Journal de Sherbrooke, Jeudi 21 avril 2011. « Est-ce le début de la fin des arrondissements ? »

L'élection 2013 : « *Faire plus avec moins* »

C'est finalement lors de la dernière campagne électorale que Bernard Sévigny dévoilait sa nouvelle proposition de réforme de la gouvernance, portant le slogan trompeur « *Faire plus avec moins* ».

Certains observateurs y perçurent une démarche motivée par une volonté de représailles à l'endroit de ceux qui s'étaient opposés à sa volonté lors du vote fatidique du 7 mai 2012. Cette nouvelle proposition, qui souhaitait désormais réduire le nombre d'élus de 19 à 12 tout en faisant passer de 6 à 4 le nombre d'arrondissements fut rapidement identifiée comme une tactique démagogue et populiste destinée à plaire à l'électorat qui, traditionnellement, n'a que très peu de sympathie pour la classe politique.

Car c'est une vérité de La Palice que pour le citoyen ordinaire, il y aura toujours trop de politiciens, qui coûteront toujours trop chers, et qui ne seront jamais assez utiles ou performants pour pouvoir justifier leur simple existence.

Certains salueront la stratégie du maire Sévigny d'avoir instrumentalisé l'indifférence et le dédain des citoyens à l'égard des politiciens à des fins électorales, alors que d'autres se seront plutôt désolés de l'avoir vu ainsi nourrir le cynisme ambiant à l'égard de la classe politique.

Il faut comprendre qu'en illustrant l'existence et les salaires consentis aux conseillers municipaux comme étant du gaspillage, Bernard Sévigny a joué un dangereux jeu de dévalorisation de la position d' élu municipal. Il ne faudrait pas se surprendre par la suite du très faible taux de participation qui fut observé lors de ce scrutin à Sherbrooke, alors qu'une majorité d'électeurs (58 %) n'ont pas cru utile d'exercer leur droit de vote. Ainsi, le taux de participation de 2013 chutait de 3 points, comparativement à l'élection de 2009, alors qu'une tendance inverse était constatée de façon générale dans le reste de la province.

La nouvelle réforme proposée par le maire fut perçue comme une véritable trahison à l'endroit des citoyens de l'arrondissement de Brompton et Lennoxville. Plusieurs personnes dénoncèrent la stratégie du maire de faire miroiter des économies, sans jamais pour autant prendre le temps d'expliquer à quel prix et sur le dos de qui ces économies allaient s'exercer.

Le double discours du maire Sévigny

Au-delà des effets de toges provoqués par la proposition de réduire radicalement le nombre d'élus à des fins d'économies budgétaires, il convient de mettre en évidence l'incohérence et le double discours du maire Sévigny à l'égard du coût des représentants choisis par les citoyens au conseil de ville et ceux relatifs au personnel politique salarié de la mairie.

S'il souhaitait réduire le nombre de conseillers afin de mettre fin au « gaspillage », le maire n'a pourtant jamais hésité à faire croître de façon vertigineuse les salaires consentis à son personnel de cabinet. Ainsi, entre 2009 et 2012, le budget du cabinet de la mairie fut

augmenté de 200 000 \$. Comme si cela n'était pas suffisant, les employés du cabinet du maire se virent offrir une augmentation additionnelle de plus de 43 000 \$³ en décembre 2013, quelques semaines après l'élection durant laquelle Bernard Sévigny prétendait vouloir « *Faire plus avec moins* ».

En accaparant le tiers du budget de rémunération des élus pour son propre cabinet (un montant représentant plus de 469 000 \$, une somme astronomique, mais toutefois permise en vertu de son pouvoir discrétionnaire conféré par la loi), on aura alors compris que les nécessaires restrictions budgétaires devaient s'appliquer aux « autres », mais que le maire et sa garde rapprochée n'allaient certainement pas prêcher par l'exemple.

Dans la même ligne de pensée, et question de ne pas personnifier davantage le débat, permettez-nous d'introduire un certain nombre d'éléments que nous retrouvons au sein d'une recherche publiée par Cirano et effectuée par Jean-Philippe Meloche et Patrick Kilfoil, qui se sont intéressés à « *La taille du conseil municipal et le coût de la représentation démocratique dans les principales villes du Québec et du Canada* ».

Les deux chercheurs se sont intéressés au sein de cette étude aux effets budgétaires de la taille des conseils municipaux, afin de valider s'il y avait une corrélation entre les deux éléments.

Cette étude a permis de mettre en lumière le fait que « *Plus le nombre d'élus par électeur est faible, plus le coût par élu est élevé. Ce constat vient appuyer l'hypothèse que plus le travail des élus est important (mesuré ici par le nombre d'électeurs par élus), plus ils doivent engager du personnel pour soutenir leur travail.* »⁴

Résumant les débats sur les structures de gouvernance et le nombre d'élus qui « [...] opposent généralement deux visions, l'une prônant la diminution du nombre d'élus au nom de la rationalisation de la fiscalité des villes et l'autre cherchant à assurer une démocratie de proximité active », les auteurs concluent que « [...] la portée financière de la taille des conseils municipaux pour les grandes villes demeure généralement limitée en proportion des budgets totaux. Comme le rapporte Purnam et al. (2008), le choix du nombre d'élus au conseil municipal relève davantage de considérations historiques et politiques que d'un argumentaire économique solide. Dans ce cas, il est peut-être préférable d'établir des institutions qui répondent aux besoins des communautés locales, sans chercher à imposer une contrainte budgétaire excessive sur la vie démocratique. D'autres enjeux budgétaires sont certainement plus criants. »

L'éclairage des chercheurs Meloche et Kilfoil est certes intéressant et nous permet de pousser encore plus loin l'analyse de l'incidence financière somme toute limitée du projet de réforme du maire Sévigny, en lien avec la diminution du nombre d'élus.

³ M. Roger Labrecque dans le 3^e vidéo de la CSAM au minutage 55 :30
<https://www.ville.sherbrooke.qc.ca/fileadmin/fichiers/Commissions/CSAM/CSAM->

⁴ MELOCHE, J-P, KILFOIL, P., « La taille du conseil municipal et le coût de la représentation démocratique dans les principales villes du Québec et du Canada », Cirano [pdf], p. 22

Le concept de représentativité politique

Avant de débiter l'énumération des manquements liés aux procédures qui ont mené au dépôt du présent projet de loi, il convient de réitérer certaines évidences à l'égard du concept de représentativité politique.

Le concept de représentativité politique repose sur la capacité d'un système politique de permettre à un groupe de citoyens d'être représentés de façon sensiblement équitable par rapport à l'ensemble des électeurs d'un territoire donné. De cette manière, on peut prétendre que le vote d'un électeur dans un district ou une circonscription « x » possède le même poids ou valeur que le vote d'un autre électeur dans un district ou une circonscription « y », tout en acceptant toutefois certains écarts raisonnables, causés par un certain nombre de critères particuliers, liés notamment à la réalité géographique et à la superficie de ces districts ou circonscriptions.

Cependant, le concept de représentativité politique ne repose pas que sur des considérations mathématiques, mais s'appuie aussi sur l'assurance d'une représentativité adéquate et équitable de la réalité des milieux de vie au sein du processus décisionnel politique.

C'est en vertu de ce concept d'importance qu'on peut garantir, par exemple, une représentativité somme toute équitable des différentes régions du Québec, afin de nous prémunir du risque de voir l'une d'entre elles possédant une concentration de population supérieure aux autres (comme Montréal) déterminer des besoins et des priorités gouvernementales à l'échelle même de la province.

C'est en partie ce principe d'équité qui a guidé l'accueil et l'intégration de l'île-du-Prince-Édouard au sein de la Confédération canadienne en 1873.

Avec ses 24,7 habitants par kilomètre carré, l'île-du-Prince-Édouard est la province canadienne la plus densément peuplée, mais elle demeure la plus petite province de toutes, tant en superficie qu'en terme de population.

Néanmoins, l'île-du-Prince-Édouard est représentée au sein du parlement fédéral par 4 députés et 4 sénateurs, ce qui lui confère un pouvoir de représentation de beaucoup supérieur à ce que sa démographie devrait normalement lui réserver.

Aujourd'hui, il serait impensable de retirer ce privilège aux citoyens de l'IPÉ par l'entremise d'un simple vote des parlementaires au sein de l'enceinte fédérale. Un tel geste serait perçu comme une provocation indécente et équivaldrait à bafouer le contrat moral et social qui permet à cette province de rejoindre l'ensemble canadien.

Or, ce qui nous semblerait impensable à l'échelle fédérale s'est pourtant produit de façon locale, lorsqu'une majorité de conseillers des arrondissements voisins à Lennoxville et Brompton ont appuyé la réforme de la gouvernance du maire sans égard aux préjudices

causés aux statuts particuliers consentis à ces deux territoires lors du processus d'unification des villes en 2002.

Cette situation équivaut ni plus ni moins à une décision prise de façon unilatérale par des élus majoritaires et moins ou non concernés par l'incidence de la disparition potentielle d'un arrondissement et par la diminution du nombre d'élus. Autrement dit, il aurait été plus adéquat de laisser les représentants des arrondissements davantage concernés par le projet de réforme exprimer leur dissidence plutôt que de diluer leur pouvoir démocratique parmi l'ensemble des voix des représentants élus au conseil.

Comprendre les spécificités des arrondissements de Lennoxville et de Brompton

Bromptonville :

Par son positionnement géographique, Brompton est un arrondissement enclavé par son territoire agricole, limitant sa capacité de développement immobilier et commercial.

Le tiers du territoire de Sherbrooke est en zone agricole, et la moitié de cette superficie se retrouve dans cet arrondissement. Des 80 entreprises agricoles qui oeuvrent sur le territoire, la forte majorité d'entre elles sont situées à Brompton.⁵

Lennoxville :

Le caractère distinct de Lennoxville, pour sa part, se justifie par la présence importante d'institutions d'éducation anglophone sur son territoire : l'Université Bishop, le Champlain Regional College, l'école secondaire privée BCS, l'école secondaire Alexander Galt, le centre de formation professionnelle Lennoxville Vocational Éducation Centre ainsi que l'école alternative Eastern Township Learning Centre.

La population anglophone du grand Sherbrooke y est concentrée, alors que les dernières données de recensement nous révélaient que 53 % de la population de Lennoxville est anglophone. Par ce constat, le gouvernement du Québec a reconnu en 2002 le statut officiel d'arrondissement bilingue de Lennoxville, ce qui fut par ailleurs réaffirmé en 2013.

Un sondage, plutôt qu'un référendum

Probablement conscient du fait qu'un référendum sur la question allait mener son projet de réforme à sa perte, le maire Sévigny confia la responsabilité à la firme CROP de tenir un sondage à la grandeur du territoire de Sherbrooke (sur un échantillon approximatif de 800 citoyens), dans le but de mesurer l'appui populaire de sa proposition.

Malheureusement, jamais la constitution de ce sondage ne fut discutée ou soumise au conseil de ville aux fins de validation et d'approbation. La conséquence de cet oubli

⁵ UPA, « Réforme de la structure politique et des services de proximité - Proposition des producteurs agricoles de Sherbrooke », [pdf], http://www.ville.sherbrooke.qc.ca/fileadmin/fichiers/Mairie/Memoire_UPA.pdf

volontaire se répercuta sur la composition tendancieuse des questions qui se révéla être un amalgame d'informations qui ne précisait pas les répercussions potentielles de ladite réforme, mais qui positionnait en avant-plan la diminution annuelle de 2 M\$ des dépenses de la ville. Évidemment, personne n'est contre la vertu et c'est sans étonnement que 71 % des personnes sondées se déclarèrent en faveur de la proposition.

Or, le maire a systématiquement brandi comme caution morale de son projet de réforme le pourcentage d'appui de 71 % à l'égard de son projet, tandis qu'il choisissait de passer sous silence les faibles taux d'appuis pour cette même réforme, à la hauteur de 34 % et de 42 % recueillis à Lennoxville et Brompton, récoltés lors de ce sondage.

Des mesures de compensation et de préservation des droits

Certains élus du conseil nous ont révélé avoir appuyé le projet de réforme suite à l'engagement du maire à offrir des mesures de compensation et à préserver les droits de l'arrondissement de Brompton. Hélas, le projet de loi actuellement à l'étude ne traite pas de l'ensemble de ces prétendues mesures de compensation et de protection de droits acquis, à l'exception du territoire.

Dans le contexte actuel, vous comprendrez que le lien de confiance auprès de l'administration Sévigny s'est brisé et que nous ne saurions dans les circonstances nous montrer rassurés par les simples paroles du maire à cet effet et la résolution entérinée sur le sujet, laquelle pourrait être renversée en un tournemain.

Nous sommes convaincus que l'adoption potentielle de ce projet de loi n'est qu'une étape préliminaire à la réalisation de son objectif à long terme, qui est de faire disparaître éventuellement toutes les structures d'arrondissements de la ville et de réduire encore davantage le nombre d'élus au sein du conseil afin d'asseoir encore plus facilement – et pour plus longtemps – le pouvoir de son parti sur celui-ci.

Le travail de conseiller municipal

Au fil du temps, force est d'admettre que les tâches et responsabilités inhérentes aux élus municipaux se sont passablement accrues, complexifiées et diversifiées.

Non seulement leur rôle s'est transformé, mais il incombe aussi de prendre en compte la charge que leur a imposée la croissance de la démographie.

Sur la scène provinciale, ce n'est pas sans raison que le gouvernement de Jean Charest a considéré en 2011 la possibilité d'augmenter le nombre de députés provinciaux à 128.

Dans le même ordre d'idées, le nombre d'élus siégeant à la Chambre des communes passera de 308 à 330 lors des élections prévues pour octobre 2015.

La population de Sherbrooke quant à elle, s'est considérablement accrue entre 2002, année de la fusion, et 2015, passant de 139 000 habitants à 162 000 habitants,

approximativement. De ce nombre, il faut ajouter environ 20 000 résidents supplémentaires, constitués d'étudiants provenant de l'extérieur fréquentant l'une ou l'autre des institutions collégiales ou universitaires présentes sur le territoire.

Au moment de la fusion de 2002, le territoire politique est passé de 8 villes ou municipalités à une seule, et de 60 élus à 24 (nombre qui inclut les conseillers d'arrondissement, qui ne siègent pas au conseil de ville).

Dans ce contexte, il est difficile de concevoir que l'on puisse aujourd'hui proposer une diminution de la représentation politique au sein du conseil. Non seulement une telle démarche risque invariablement d'éloigner le citoyen du pouvoir politique, mais surtout, la ville risque d'être confrontée tôt ou tard à la nécessité d'inverser le processus en augmentant à nouveau le nombre d'élus afin de combattre une éventuelle disparité à l'égard de la représentativité politique, causée par la poursuite du développement domiciliaire.

Réjean Hébert et Serge Cardin n'étaient pas convaincus

Il convient de rappeler que les élus provinciaux des comtés de Sherbrooke et de Saint-François du précédent gouvernement avaient à l'époque publiquement fait connaître leurs réserves à l'endroit de la volonté du maire Sévigny de réduire le nombre d'élus et de faire disparaître l'arrondissement de Brompton.

Serge Cardin, politicien possédant 27 années d'expérience au sein des 3 paliers de gouvernance, incluant notamment 12 années à titre de conseiller municipal à la Ville de Sherbrooke avait signifié au mois de janvier 2014 le risque de voir les citoyens de Brompton réclamer le pouvoir de se défusionner de la ville unifiée suite à l'insistance du maire Sévigny d'imposer son projet sans égard à la volonté des résidents de cet arrondissement.⁶

L'ancien ministre Réjean Hébert, pour sa part, avait aussi des réserves au sujet du projet de réforme du maire Sévigny et envisageait la possibilité d'une recommandation défavorable au ministre des Affaires municipales.⁷

Malheureusement, en persistant dans son intention de faire passer le nombre d'arrondissements de 6 à 4 et de réduire le nombre d'élus en dessous du seuil plancher prescrit par la loi, la réforme du maire oblige aujourd'hui les élus de l'Assemblée nationale à se commettre sur le projet.

⁶ BEAUDOIN, C., « Cardin a eu vent d'une possible défusion pour Brompton », La Tribune, [en ligne], http://www.lapresse.ca/la-tribune/sherbrooke/201401/27/01-4732629-cardin-a-eu-vent-d-une-possible-defusion-pour-brompton.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_4731554_article_PO S3

⁷ GAUDREAU, J., « Réforme Sévigny : Les opinions fusent de partout », La Tribune, [en ligne], http://www.lapresse.ca/la-tribune/sherbrooke/201402/24/01-4741927-arrondissements-hebert-veut-discuter-avec-le-maire-sevigny.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_lire_aussi_4744788_article_POS5

Interpellé à son tour sur la question, le nouveau député de Saint-François et membre du présent gouvernement, Guy Hardy, n'a pas souhaité prendre parti dans le débat. On pourra facilement comprendre sa position délicate, puisque la constitution de sa circonscription l'oblige à y représenter à la fois les citoyens résidents des arrondissements de Brompton et Lennoxville (défavorables au projet de réforme) et les citoyens de l'arrondissement de Fleurimont (favorables au projet de réforme).

Les dangers d'un conseil à 14 élus

En concentrant tous les pouvoirs à 14 élus, la réforme risque de laisser place à plus de partisanerie au sein du conseil, ou d'être au contraire à l'origine de la constitution d'un club homogène dénué de l'opposition nécessaire à l'exercice sain et véritable du processus démocratique.

Finalement, il est permis de s'inquiéter que dans l'éventualité où le projet de loi était adopté, le nombre pair de 14 conseillers accorderait « de facto » au maire le vote susceptible de faire la différence en cas d'égalité au Conseil.

Des conditions à respecter *sine qua non*

Depuis le début de la démarche entourant la présentation du projet de réforme de la gouvernance, le MAMROT du gouvernement péquiste tout comme le MAMOT du présent gouvernement libéral a mis l'accent sur un certain nombre de conditions à respecter *sine qua non* afin de pouvoir considérer recevable la proposition du maire Sévigny.

Nous retrouvons au nombre de ces conditions édictées par le MAMROT/MAMOT la nécessité d'obtenir un « consensus large » auprès des élus et de la population ainsi que l'obligation de tenir de véritables consultations publiques permettant aux citoyens de s'exprimer sur la question et ultimement de faire amender le projet de réforme proposé.

Aussi, le MAMROT/MAMOT a toujours insisté sur l'importance pour les promoteurs du projet de réforme de pouvoir justifier l'extrême nécessité de demander à l'Assemblée nationale de modifier le décret à cet égard afin de permettre des modifications contrevenant aux règles et balises préétablies dans le cadre de la loi.

Le 4 février 2014, lors de l'assemblée publique de consultation s'étant tenu à l'Hôtellerie Le Boulevard, Bernard Sévigny dressait la liste des dates importantes ayant suivi le dépôt officiel du rapport concernant le projet de réforme de la gouvernance le 20 janvier 2014 :

« Lors de cette séance, un vote a été demandé et tenu. Le vote étant majoritaire et en faveur de la proposition à 16 contre 4, le rapport a été déposé. Quant au processus de consultation publique, après avoir été bonifié par les membres du conseil, il a également été approuvé par un vote majoritaire de 17 conseillers contre 3. Suite à cette séance, des dépliants ont été livrés à toutes les portes, un sondage a été réalisé, les commentaires des citoyens ont été recueillis aux six conseils d'arrondissement du 27 janvier 2014 et deux séances de consultation publique sont actuellement tenues sur le projet avec réception de mémoires et de commentaires sur le

Web. M. Sévigny précise qu'il est également possible pour les citoyens de transmettre leurs commentaires sur le Web jusqu'au 12 février prochain. Enfin, un Lac-à-l'épaule prévu le 22 février 2014 permettra aux conseillères et conseillers de prendre connaissance de l'ensemble des commentaires formulés par les citoyens incluant les propositions déposées par les élus afin d'en arriver à un consensus qui fera l'objet d'un vote au conseil municipal le 3 mars 2014. Il termine en expliquant que l'objectif des consultations publiques est de nourrir la réflexion des élus qui leur permettra de prendre une décision le 3 mars. »⁸

À la lecture d'un tel résumé portant sur le processus ayant entouré la démarche, nous serions portés à croire que chacune de ces étapes du processus s'est déroulée de la meilleure façon qui soit. Or, il suffit de décortiquer l'ensemble de ces éléments pour découvrir que la réalité fut toute autre.

ÉLÉMENTS	DÉTAILS
Élaboration de la proposition	<p>Contrairement aux propositions issues du rapport Paquin qui était le fruit d'un travail auquel plusieurs élus avaient été mis à contribution, la réforme de la gouvernance telle que présentée le 11 octobre 2013 lors de la campagne électorale est une proposition issue du parti Renouveau sherbrookois.</p> <p>Elle n'a pas fait l'objet d'études détaillées. Au mieux, elle a été présentée et adoptée lors du congrès du parti et adoptée par la trentaine de membres qui y ont pris part.⁹ Or, les membres du RS ont sans doute une certaine valeur aux yeux de Bernard Sévigny, mais ils ne disposent d'aucun mandat de la population de Sherbrooke.</p>

⁸ Extrait du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation sur la réforme de la structure politique et des services de proximité de la ville de Sherbrooke du 4 février 2014 (réunion 1).

⁹ Le Journal de Sherbrooke, « Bernard Sévigny vise une majorité de district », 28 mai 2013.

<p>Le maire affirme que sa réélection lors du dernier scrutin municipal doit être considérée comme un vote populaire en faveur de la réforme.</p>	<p>Dans les faits, la campagne électorale avait à peine démarré que les médias décernaient déjà la victoire au maire Sévigny, face à la faiblesse de son opposition.</p> <p>Bernard Sévigny a affronté 3 candidats lors de cette campagne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hubert Richard, chef du Parti comme une eau Terre, dont Infoman a abondamment parlé, beaucoup à cause de l'accoutrement de superhéros en lycra vert revêtu par M. Richard; • Roy Patterson, un candidat inconnu du public dont on a très peu parlé lors de la campagne ; • Denis Pellerin, un habitué du conseil de ville, ingénieur de formation et titulaire d'un MBA. M. Pellerin contribue régulièrement aux débats publics municipaux, mais il n'avait aucune équipe électorale ni moyen financier afin de promouvoir sa candidature. <p>Du côté des candidats du parti, le Renouveau sherbrookoise a échoué dans sa tentative de faire élire une majorité de candidats représentant leur bannière.</p> <p>Dans Brompton, la candidate Mélanie Lemay du RS n'a recueilli que 9,5 % des voix exprimées, tandis que Nicolas Balasi, lui aussi candidat pour le Renouveau sherbrookoise, ne récoltait que 16,02 % des suffrages exprimés dans Lennoxville</p> <p>Finalement, il faut préciser que Bernard Sévigny a refusé toutes les invitations à débattre de sa proposition lors de la campagne électorale.</p>
---	--

<p>Présentation du projet de réforme révisé et initiation du processus de consultation au sein des bureaux d'arrondissements.</p>	<p>Le dépôt du texte de la réforme se déroula le 20 janvier 2014. Cette version comportait certains éléments, dont celui de réduire le nombre de conseillers de 19 à 12. La volonté de réduire le nombre d'arrondissements de 6 à 4 demeurait une priorité pour le maire. Il y était mentionné également l'abolition de 2 postes de conseillers d'arrondissement.</p> <p>Une soirée de consultation simultanée dans chacun des bureaux d'arrondissement prit place le 27 janvier 2014, ce qui ne laissa qu'une seule semaine aux citoyens pour s'y préparer.</p> <p>Précisons qu'à aucun moment l'administration Sévigny n'a mis l'emphase sur la tenue de cette soirée de consultation.</p>
<p>Sondage CROP</p>	<p>Lors de leur rencontre du 27 janvier 2014, les conseillers ont été mis devant le fait accompli à l'égard de la tenue d'un sondage qui manquait d'impartialité et qui n'avait jamais reçu l'aval préalable du conseil.</p> <p>Tel qu'expliqué précédemment au sein du présent mémoire, le sondage CROP démontrait à la fois un appui appréciable de la population à l'égard de son projet de réforme, mais aussi un rejet sans équivoque de celui-ci à Brompton et Lennoxville.</p>
<p>Dépliant publicitaire</p>	<p>Lors de la rencontre du 27 janvier, les conseillers ont aussi été mis devant le fait accompli à l'égard de la production d'un dépliant publicitaire, qui lui aussi, n'avait jamais été autorisé par le conseil.</p> <p>Non seulement le dépliant était-il déjà imprimé, mais aussi, sa distribution fut effectuée si rapidement que tous comprirent que le maire ne s'était jamais prémuni du principe de précaution, afin de ne pas précipiter la distribution d'un dépliant tendancieux d'un projet dont l'approbation n'était pas encore, à ce moment, garantie.</p> <p>La témérité du maire aurait pu coûter cher aux contribuables et illustre surtout un manque de considération de sa part à l'égard des autres élus du conseil.</p>

Adoption du projet au sein du conseil municipal	<p>L'adoption du projet fut annoncée pour le 17 février 2014, soit moins de trois semaines après son dépôt formel au sein du conseil municipal.</p> <p>Une demande de prolongation du délai pour le 17 mars 2014 fut demandée, mais refusée.</p> <p>Finalement, le conseil approuva une extension du délai jusqu'au 3 mars 2014.</p>
Commission indépendante	<p>Une élue du conseil municipal (Nicole Bergeron) demanda la tenue d'une commission indépendante sur le projet de réforme. Sa requête fut rejetée.</p> <p>Le manque d'ouverture du maire Sévigny à l'endroit de cette opportunité de consultation impartiale et indépendante contrevient à la politique de consultation citoyenne qui prévoit un « [...] mécanisme simple, souple, transparent, équilibré, équitable et crédible qui respecte les règles de l'art en matière de consultation publique, afin de permettre aux citoyens d'exprimer, en dehors d'un processus légal, électoral ou référendaire, leurs opinions sur des politiques, des règlements, des projets et des actions susceptibles d'agir sur leur milieu de vie, et ce, tout en favorisant des interactions entre les membres du conseil municipal et des conseils d'arrondissement et leurs commettants. »¹⁰</p>
Soirées de consultation publique	<p>Les soirées de consultation publique furent organisées de façon précipitée, les 4 et 5 février, n'allouant au final que deux semaines aux citoyens pour s'approprier le contenu de la nouvelle proposition ainsi que pour formuler leurs questions et/ou produire leurs mémoires.</p> <p>« Le processus [...] semble davantage un exercice de relations publiques qu'une consultation publique permettant la bonification du projet », laissait d'ailleurs entendre, dans une lettre ouverte, Annie Godbout, conseillère municipale, une opinion partagée par beaucoup de ses collègues, dont David Price qui qualifia le processus de « bidon » :</p>

¹⁰ Ville de Sherbrooke, « Politique de consultation citoyenne de la ville de Sherbrooke » [pdf], https://www.ville.sherbrooke.qc.ca/fileadmin/fichiers/democratique/Politique_consultation_citoyenne_mars09.pdf

<p>Soirées de consultation publique (suite)</p>	<p>« Je le dis depuis le début. J'ai boycotté les séances d'information au début du mois de février, parce que pour moi ce n'étaient pas des consultations, mais bien des séances d'information. [...] Monsieur le maire peut dire ce qu'il veut, mais je suis convaincu qu'il ne changera pas sa proposition. Il apportera peut-être de petits ajustements, mais le fond restera le même ». ¹¹</p> <p>Le maire Sévigny déclarait par ailleurs lors d'une entrevue accordée à Radio-Canada que « la carrure du projet [...] ça ne change[ra] pas et ça ne pourra pas changer au terme de la consultation » ¹²</p> <p>12 mémoires furent déposés lors de cette consultation publique. Parmi ces 12 mémoires, 10 étaient contre le projet, un ne prenait position ni pour ni contre, tandis qu'un dernier, présenté par la Chambre de commerce de Sherbrooke, appuyait sans réserve la proposition du maire.</p> <p>Cet appui indéfectible de la Chambre de commerce fut source de railleries, compte tenu du manque de cohérence entre la gouvernance de la Chambre et la proposition issue du Renouveau sherbrookoise. Il faut savoir que la Chambre de commerce de Sherbrooke a toujours refusé de fusionner avec la Chambre de commerce de Fleurimont. ¹³</p> <p>Le candidat à la mairie Denis Pellerin s'étonna par ailleurs du fait que « [...] 19 conseillers pour gérer la Ville de Sherbrooke, c'est trop, mais 32 administrateurs pour [gérer] les deux chambres de commerce, c'est parfait ? » ¹⁴</p> <p>Finalement, le 85 % d'appuis prétendus des membres de la Chambre de commerce de Sherbrooke reposait sur la participation de 154 membres sur une possibilité de 1400, ce qui ne laissa finalement que très peu de crédibilité à la consultation compte tenu du faible échantillon sur laquelle</p>
---	---

¹¹ CUSTEAU, J., « Price n'assistera pas au lac-à-l'épaule », [en ligne], <http://www.lapresse.ca/la-tribune/sherbrooke/201402/21/01-4741030-price-nassistera-pas-au-lac-a-lepaule.php>

¹² PELLERIN, D., « Mémoire urbi et orbi contre la réforme de la structure politique et des services de proximité », [pdf], https://www.ville.sherbrooke.qc.ca/fileadmin/fichiers/Mairie/memoires/Denis_Pellerin.pdf

¹³ COTNOIR, Chloé, « La mésentente persiste entre les deux chambres de commerce, La Tribune, [en ligne], <http://www.lapresse.ca/la-tribune/sherbrooke/201503/16/01-4852437-la-mesentente-persiste-entre-les-deux-chambres-de-commerce.php>

¹⁴ PELLERIN, D., « Mémoire urbi et orbi – Volet II – Contre la réforme de la structure politique et les services de proximité de l'Équipe Bernard Sévigny – Renouveau sherbrookoise », [pdf], http://www.ville.sherbrooke.qc.ca/fileadmin/fichiers/Mairie/Memoire_Denis_Pellerin_-_volet_II.pdf

<p>Soirées de consultation publique (suite)</p>	<p>elle reposait.</p> <p>Le « groupe concerté des indépendants », (constitué des conseillères et conseillers Nicole Bergeron, Linda Boulanger, Claude Charron, Benoit Dionne, Kathleen Gélinas, Annie Godbout, Chantal L'Espérance, David W. Price et Pierre Tardif) déposa une proposition concertée en réponse à la proposition de réforme du maire. Cette proposition sera rejetée quant à la structure politique.</p> <p>Enfin, une pétition en faveur du maintien de l'autonomie de l'arrondissement de Brompton fut initiée et récolta 1228 signatures.</p>
<p>Référendum</p>	<p>Les demandes formelles et informelles de tenue d'un référendum sur le projet de réforme furent rejetées par l'administration Sévigny, soulevant l'ire de la conseillère Nicole Bergeron : <i>« On fait des référendums pour des changements de zonage ; je ne peux concevoir qu'on puisse entériner cette réforme, qui risque de changer à tout jamais le visage de Sherbrooke, par un simple vote des conseillers ! »</i>.</p>
<p>Lac-à-l'épaule et 3e version du projet de réforme</p>	<p>Un Lac-à-l'épaule fut organisé, suite à l'insistance de plusieurs élus qui souhaitaient pouvoir discuter entre eux de la proposition de réforme, dans l'espoir de trouver une solution consensuelle pouvant répondre aux attentes et craintes de chacun.</p> <p>À noter qu'aucune des propositions quant à la structure politique, formulées par les conseillers indépendants, ne fut retenue.</p> <p>Enfin, la proposition retenue à la suite de ce Lac-à-l'épaule, se résume à maintenir la disparition de l'arrondissement de Brompton en l'annexant à l'arrondissement de Rock Forest-Saint-Élie-Deauville, qui était déjà le 2e arrondissement en importance, plutôt que de l'annexer à l'arrondissement de Fleurimont ainsi que maintenir la fusion de l'arrondissement de Jacques-Cartier avec celui du Mont-Bellevue. De plus, le nombre d'élus est réduit de 19 à 14 plutôt que 19 à 12.</p> <p>Cette proposition, qui se retrouve maintenant inscrite au sein du projet de loi 205, n'a fait l'objet d'aucune consultation auprès de la population.</p>

Sommaire argumentaire

- Attendu que la nouvelle ville de Sherbrooke est née de l'union de 8 villes et municipalités suivantes en 2002 : Sherbrooke, Ascot, Rock Forest, Saint-Élie-d'Orford, Deauville, Fleurimont, Bromptonville et Lennoxville ;
- Attendu que cette fusion municipale s'est déroulée de façon harmonieuse, grâce à l'intégration des villes et municipalités fusionnées au sein d'un modèle de ville avec arrondissements ;
- Attendu que ce modèle a permis au nouveau Sherbrooke de naître et de se développer, dans le respect des différences et des spécificités de chacune des villes et municipalités fusionnées ;
- Attendu que les anciennes municipalités ont eu l'opportunité de se défusionner par voie de référendum en 2004 et qu'elles ont choisi de demeurer au sein de la nouvelle ville, rassurée par l'engagement des élus à maintenir le modèle de ville et arrondissements ainsi que par le sentiment de protection que leur conférait des statuts particuliers consentis aux arrondissements de Lennoxville et de Brompton ;
- Attendu que les arrondissements de Brompton et de Lennoxville se sont vus octroyer un statut particulier dans le cadre de la fusion municipale de 2002, motivé par leur positionnement géographique, la composition de leur territoire et de leurs populations respectives et par leur particularité linguistique (pour Lennoxville) ;
- Attendu que 12 mémoires ont été déposés lors de la séance de consultation publique qui se sont tenues les 4 et 5 février 2014 et que de ces mémoires, 10 étant CONTRE, 1 n'étant ni pour ni contre et 1 seul l'appuyant ;
- Attendu que le sondage CROP commandé par l'administration Sévigny et servant à mesurer le niveau d'appuis au projet de réforme indique clairement le rejet du projet par les populations de Lennoxville (contre à 58 %) et de Brompton (contre à 66 %) ;
- Attendu que le faible pourcentage d'appuis aux candidat(e)s du Renouveau sherbrookoïse dans Lennoxville (16,02 % des voix exprimées) et dans Brompton (9,5 %) doit être reconnu comme une indication claire de l'opposition de ces populations à l'endroit du projet de réforme de la gouvernance ;
- Attendu que l'abolition d'arrondissements ne devrait être possible sans un référendum préalable sur le territoire concerné ;
- Attendu que les séances de consultation de l'administration Sévigny étaient plutôt des opérations de relation publique ;

- Attendu que seule la tenue d'une commission indépendante, telle que permise par la politique de consultation publique de la ville de Sherbrooke, aurait permis la mise en œuvre d'un processus de consultation crédible, adéquat et impartial ;
- Attendu que le maire Sévigny s'est opposé à la tenue d'une commission indépendante sur la question du projet de réforme de la gouvernance ;
- Attendu que les économies potentielles reliées à la réduction du nombre d'arrondissements et d'élus ne sauraient être suffisantes pour justifier la rupture d'un modèle fonctionnel et le sacrifice démocratique impliqué ;
- Attendu qu'un vote en faveur du projet de loi privé de la part des parlementaires de l'Assemblée nationale risque de créer un dangereux précédent, dont les conséquences vont déborder des limites de Sherbrooke.

Il est par conséquent demandé aux élus de l'Assemblée nationale de REJETER le projet de loi privé numéro 205, *Loi concernant la ville de Sherbrooke.*